



*Des Iraniens manifestent dans les rues de Téhéran.*

photo Wide World

Normalement, on aurait pu penser que le gouvernement iranien, conformément à ses obligations en vertu du droit international coutumier et de la Convention, prendrait les mesures nécessaires pour régler le problème et obtenir la libération des otages, même s'il y avait, dans l'emploi de méthodes violentes, quelque risque pour ces derniers. Un an plus tôt, l'ambassade des États-Unis à Kaboul avait été envahie par les Afghans et l'ambassadeur retenu prisonnier. Le gouvernement afghan avec l'aide de ses conseillers soviétiques avait alors attaqué les terroristes et, même si l'ambassadeur fut tué, le gouvernement des États-Unis remercia à la fois les autorités afghanes et les autorités soviétiques de leurs efforts. Cependant, en février 1980, le Sénat américain publia un rapport très sévère sur le rôle des Soviétiques et les accusa presque de meurtre.

A Téhéran, au contraire, loin d'agir contre les terroristes, le gouvernement émit une série de déclarations les appuyant et les traita en héros de la révolution. De plus, trois diplomates américains qui, pour raison d'affaires, se trouvaient au ministère des Affaires étrangères au moment de l'occupation furent retenus par ce ministère, le ministre déclarant que, s'ils essayaient de quitter les lieux, il les ferait lui-même arrêter et les remettrait aux mains des militants à l'ambassade.